ELLE EST DÉSORMAIS SUR LA PLACE PUBLIQUE

Ce que cache la polémique Ouyahia-Saâdani

Que cache cette guerre ouvertement assumée, désormais, entre les deux chefs des deux principaux partis au gouvernement, Ahmed Ouyahia et Ammar Saâdani ? Cette polémique publique entre le directeur de cabinet de la présidence de la République et celui qui est imposé comme dirigeant du FLN par Abdelaziz Bouteflika est d'autant plus déroutante que l'on a affaire, dans tout cela, au plus haut sommet de l'Etat !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Avec un RND qui compte, outre Ouyahia lui-même, le président du Sénat Abdelkader Bensalah et cinq ministres en exercice d'un côté, et un FLN de l'autre, avec comme président Bouteflika, et une pléiade de hauts responsables dans les institutions dont quatorze ministres, un Premier ministre comme «militant», un président de l'Assemblée, entre autres, cela ne peut que se lire ainsi.

A l'origine, apparente, de la polémique, le premier rejet par Ammar Saâdani de l'initiative lancée par Ahmed Ouyahia en juin dernier et consistant en la constitution d'un pôle politique autour des partis au gouvernement. Ouyahia proposait clairement de ressusciter l'ancienne alliance présidentielle.

Une alliance qui, pour rappel, avait été mise en place bien avant l'arrivée de Bouteflika au pouvoir, sous Zeroual, dans le sillage de la présidentielle de novembre 1995 , au lendemain des législatives et des locales de fin 1997.

Son noyau dur était constamment constitué, jusqu'à fin 2012, de trois partis : le FLN, le RND et l'ex-Hamas. Une alliance gouvernementale qui se prolonge au niveau du Parlement et des assemblées locales et que, globalement, Bouteflika maintenait fondamentalement, depuis, sous différentes formes.

En juin dernier, Ouyahia , de retour à la tête du RND, proposait donc de reconstituer cette entité politique entre son parti le RND, le FLN, le MPA de Amara Benyounès et le TAJ de Amar Ghoul. Une évidence pour des partis siégeant au gouvernement ? Ce n'est pas l'avis de Ammar Saâdani ! Ce dernier rejette publiquement l'initiative et, mieux, il en propose une autre quatre mois plus tard. Elle consiste en un «front national pour le soutien du programme du président de la République».

Un «front» que Saâdani définit comme ouvert à tous, partis politiques, mouvement associatif, personnalités, etc. Et même pour… l'opposition, ce qui est un non-sens politique absolu !

Naturellement, Ouyahia rejettera à son tour cette initiative. Comment pourrait-on expliquer cette spectaculaire cacophonie au sommet de l'Etat ? Pour une meilleure compréhension, deux autres acteurs de premier plan «s'invitent» de fait : le Premier ministre Abdelmalek Sellal et le chef d'état-major, vice-ministre de la Défense, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah ! Même si le sujet relève du tabou absolu pour le moment, autour de Abdelaziz Bouteflika «tous, sans exception, se préparent pour la succession, et dans cette guerre souterraine de titans, il ne faut pas se leurrer, chacun roule pour soi-même», nous confie-t-on de source très bien informée. «Tous, à l'exception de Ammar Saâdani, dont les accointances avec Gaïd Salah sont désormais de notoriété publique», nous confie-t-on encore.

Or, c'est connu, Bouteflika peut tout accepter, du moins tolérer sauf ce genre «d'écart» ! Pour avoir émis de simples doutes, en privé en plus, sur sa capacité à terminer son troisième mandat déjà, un bon nombre de ministres pourtant proches de lui avaient été limogés sans état d'âme en septembre 2013 !

Si l'on y ajoute la méfiance obsessionnelle de Bouteflika à l'égard des militaires et ce, depuis l'épisode de la succession de Boumediène qu'il n'a jamais digéré, l'on comprend aisément la longue «disparition» — plus de quatre mois en fait — de Ammar Saâdani de la scène politique et médiatique.

Le cercle présidentiel a certes imposé Saâdani à la tête du FLN mais n'a jamais baissé la vigilance à son égard ! Cela, au point de lui «revoir de fond en comble» le projet des statuts du parti qu'il avait tenté de ficeler lors du 10e congrès de juin dernier ! Dans tout cela, il ne faut jamais omettre une donne majeure, survenue le 13 septembre dernier : le départ du général Toufik.

Avec le départ de celui qui, jusque-là, assurait les grands équilibres essentiels pour la bonne marche du système, qui empêchait toujours que des crises aillent au-delà d'un certain seuil, même pendant des périodes de haute tension, ce que l'on appelle le sommet de l'Etat est désormais réduit à un Président certes physiquement diminué mais hyper-puissant et à un chef de l'armée désormais seul à «tenir la maison», ce qui est une première chez l'institution militaire.

Depuis le 13 septembre, et en l'état actuel des choses, Ahmed Gaïd Salah est le désormais deuxième homme fort du pays, avec des pouvoirs que seul l'ancien (et unique) ministre de la Défense nationale, Khaled Nezzar, a eu à détenir avant lui. A cette différence près que, sous Nezzar, la haute hiérarchie militaire gérait et agissait en groupe.

K. A.

AMMAR SAÂDANI TIRE SUR OUYAHIA ET LOUISA HANOUNE ET ANNONCE :

«La nouvelle Constitution va diminuer des prérogatives du président de la République» !

«Ouyahia dit que le mode choisi pour notre initiative ne lui convient pas ? Alors qu'il nous propose un nouveau mode.» Le propos est du secrétaire général du Front de libération nationale, Ammar Saâdani, qui s'en prend une nouvelle fois à son homologue du Rassemblement national démocratique et directeur de cabinet de la présidence, Ahmed Ouyahia. Cette fois, à l'occasion de la réunion du nouveau bureau politique, hier, au siège du parti à Hydra.

«Le RND propose de revenir sur l'ancienne coalition entre le FLN, le RND et Hamas. Par contre, l'initiative du FLN se veut plus large. Nous, nous l'ouvrons à l'ensemble de la classe politique et au mouvement associatif», insistera encore le patron du FLN dans une allocution d'ouverture des travaux du bureau politique. Il annoncera même que «l'initiative qu'est le front national que nous proposons, sera doté d'un secrétariat permanent ainsi que d'un siège national, en dehors du nôtre».

Saâdani ajoutera que les demandes d'adhésion à ce front, parmi la classe politique, «sont massives». Même s'il n'annonce pas la liste exacte, il est aisé de deviner de qui il s'agit : à coup sûr, la nuée de sigles de petits partis occasionnels qui encombrent le fichier du ministère de l'Intérieur ! A vrai dire, cette «initiative» étrange est un parfait prototype de ce que peut être un projet mort-né, beaucoup plus destiné, sinon exclusivement, à casser l'initiative d'Ahmed Ouyahia !

Au passage, Saâdani n'a pas manqué de lancer une autre pique à Louisa Hanoune : «Louisa dit qu'elle est contre notre initiative ? Je lui rappelle qu'elle a elle-même soutenu le programme de son excellence le président de la République», répondait-il en effet à une question d'un confrère. Un peu comme l'autre projet mort-né, celui du FFS qui se décline sous la définition de «feuille blanche», Saâdani a enrichi le jargon politique depuis hier en définissant son projet sous la dénomination énigmatique de «feuille… ouverte» ! Pour le reste, le secrétaire général du FLN développera son discours habituel sur «l'Etat civil» avant d'aborder la révision de la Constitution.

Et sur ce plan, il se veut plus abondant en révélations. «La nouvelle Constitution prévoit beaucoup de changements. Elle va diminuer des pouvoirs du président de la République et renforcera celles du Parlement. Ce dernier va également contrôler le gouvernement.»

Il fera également quelques commentaires liés à cette nouvelle Constitution «que nous attendons pour avant la fin de l'année», précisera-t-il. : «Un Etat, ce n'est pas une question de personnes.

Tout le monde finira par partir», dira-t-il en allusion au départ du général Toufik. «Mais après la levée de l'état d'urgence, nous ne sommes plus dans le transitoire (...) Dans tous les pays du monde, le pouvoir est exercé par les partis politiques.

Si un parti qui détient la majorité ne gouverne pas, il n'est pas un parti», lancera-t-il encore une fois, des mois après avoir abandonné ce sujet, à la suite de l'adhésion de Abdelmalek Sellal et une bonne moitié de son gouvernement de technocrates au FLN à l'occasion du congrès de juin dernier…

K. A.

Un gouvernement bis pour Ammar Saâdani !

Ammar Saâdani installera, demain à l'hôtel El-Aurassi, l'instance de coordination du FLN, qui sera constituée de l'ensemble des hauts cadres que compte le parti. En l'occurrence, et outre l'ensemble des membres du bureau politique, cette instance sera composée des quatorze ministres en exercice qui sont membres du Comité central, dont un de souveraineté, à savoir celui de la justice,Tayeb Louh, du président de l'APN, Larbi Ould Khelifa, ainsi que des cinq vice-présidents de l'Assemblée et des présidents des huit commissions permanentes, un vice-président du Sénat, les deux présidents des groupes parlementaires mais pas seulement. On y comptera, également, le secrétaire général de la présidence, Habba Okbi, les dirigeants de grandes sociétés nationales comme Mobilis et Air Algérie, le patron des douanes et bien d'autres encore. Ce qui en fera un vrai gouvernement-bis !

K. A.

KHALED NEZZAR :

«Le DRS a toujours relevé de la présidence»

Le général à la retraite, Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense, a tenté, par une déclaration à notre confrère en ligne Algérie Patriotique de mardi, d'éclairer, dit-il, sur les tenants et les aboutissants des changements opérés au sein du Département du renseignement et de la sécurité, le DRS.

C'est parce que le communiqué de la présidence justifiant ces changements «ajoute à la confusion générale» plutôt qu'il ne donne à comprendre pourquoi ces changements que le général réagit.

Lever les confusions et équivoques entretenues sur ce service, c'est à quoi s'est attelé le général à la retraite qui considère que pour ce faire, il est plus nécessaire que jamais de situer les attachements hiérarchiques et fonctionnels et même infrastructurels et décliner l'historique de ce service, questions sur lesquelles le silence a toujours été de mise.

Une information de taille, perdue jusque-là dans les méandres de la vie politique. Le DRS n'a jamais été «sous le commandement de l'autorité militaire».

Nezzar l'affirme plutôt deux fois qu'une et affirme que le «DRS relève de la présidence de la République même si ses locaux se trouvent aux Tagarins» et ce, depuis l'indépendance, ajoute-t-il. Ce serait en partie cette domiciliation au sein des locaux de la Défense qui aurait fait croire à la dépendance de ce service de la grande muette. Nezzar s'interroge justement sur l'absence, dans le communiqué de la présidence, de référence à l'entité de laquelle dépendent les services touchés par les changements que le Président a opérés.

Sans cette précision, il ne s'agirait alors que de changement de retrait d'une personne et de son remplacement par une autre et non de réorganisation profonde pour plus d'efficacité comme suggéré dans le communiqué de la présidence.

Nezzar convoque alors, très brièvement, les différentes étapes par lesquelles est passé le DRS pour relever les points saillants suivants : le DRS est issu de la restructuration de l'administration centrale de la défense «imposée par l'avènement de la voie démocratique dans le paysage politique…»

Les quatre directions qui le composent, issues de l'ancienne SM, se sont vu pour deux d'entre elles (Sécurité nationale et Sûreté de l'Etat) relevées de la présidence et les deux autres (Sécurité de l'armée et Relations extérieures et de la coopération) dépendaient pour ce qui les concerne du ministère de la Défense.

Octobre 1988 d'une part, le multipartisme instauré en 1989 ont conduit à la désignation d'un ministre de la Défense, fonction dévolue jusqu'alors au président de la République. La lutte antiterroriste a, alors, amené le DRS à s'engager auprès de l'armée et d'autres partenaires, patriotes…

De plus, un rôle de coordination dans la lutte anti-terroriste a été imposé au DRS qui a eu par ce fait à être parfois placé sous la tutelle du gouvernement dans ces opérations.

Toutes ces informations, tous ces rappels historiques son fournis par Nezzar, espérant, il ne s'en cache pas, espérant lever les ambiguïtés.

Elles se veulent aussi une réponse du militaire retraité à ceux qui l'accusent d'avoir voulu casser les services à qui il répond que la restructuration des services opérée sous Chadli sur sa proposition «devait être une sorte de corollaire au multipartisme et à la liberté de la presse».

Or, conclut-il, «l'essentiel du Département du renseignement et de la sécurité a été sauvegardé». Et, assène-t-il au final, dans un ton ironique, nous dit *Algérie patriotique*, en direction de ceux qui appellent de leurs vœux l'instauration d'une société civile : «Tant que le président de la République sera en même temps ministre de la Défense nationale, l'Etat civil tant souhaité par M. Saâdani ne verra pas le jour.»

Khedidja Baba-Ahmed